

IL EST PRIS EN CHARGE À L'HÔPITAL DE BENI MESSOUS

Un cas de virus H1N1 confirmé à Alger

La grippe porcine est de retour. Le virus grippal AH1N1 circule actuellement en Algérie. Une situation confirmée par le service de virologie de l'Institut Pasteur Algérie (IPA), selon le Pr Abdelkrim Soukhal, chef de service des maladies infectieuses au CHU Hassani-Issad de Béni Messous.

Un premier cas de la grippe AH1N1 a été effectivement enregistré dernièrement à Alger. Il s'agit d'un adulte présentant une pneumonie grave due à ce virus. «Le malade est hospitalisé au service réanimation et se trouve dans un état très sévère», précise le Pr Soukhal.

Loin d'être alarmiste, l'épidémiologiste affirme que d'autres cas de la grippe AH1N1 se manifesteront certainement. «Le mois de janvier est la période où l'on enregistre le plus grand nombre de grippe saisonnière. L'OMS a indiqué depuis longtemps que la souche virale AH1N1 est la plus

répandue dans le monde. D'ailleurs, cette souche fait partie de la composition du vaccin grippal pour la saison 2014/2015 que nous venons d'épuiser», explique-t-il. Le Pr Abdelkrim Soukhal insiste ainsi sur la nécessité d'une vaccination contre la grippe saisonnière notamment chez les sujets vulnérables. «Toutes les personnes âgées et les personnes ayant une maladie chronique doivent se faire immuniser contre la grippe saisonnière afin d'éviter toute complication», dit-il. Selon lui, tous ceux qui ne se sont pas vaccinés s'exposent au risque de contamination et peuvent y laisser leur vie. «Il faut



Toutes les personnes âgées et les personnes ayant une maladie chronique doivent se faire immuniser contre la grippe saisonnière.

rester très vigilant face à la grippe saisonnière car elle peut être mortelle pour une certaine catégorie de personnes», souligne encore le spécialiste. Apparue en 2009, la grippe AH1N1 est une maladie

respiratoire aiguë et contagieuse chez l'homme. Dans les mois qui ont suivi son apparition, une épidémie grippale s'est déclenchée et s'est répandue sur toute la planète. Une psychose générale s'en

est suivie et avait également conduit vers une campagne de vaccination controversée. Pour sa part, le ministère de la Santé a démenti l'existence de cas de grippe aviaire tout en omettant de confirmer ou d'infirmer le cas de grippe porcine.

Le chargé de communication du ministère a, ainsi, affirmé à l'APS qu'«aucun cas de grippe aviaire n'a été enregistré en Algérie depuis le début de la période automno-hivernale, mais seulement des cas de grippe saisonnière (tous types de virus confondus)». Et de préciser que «selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il existe trois types de grippe saisonnière (A, B et C) en Algérie. Seuls les types de virus A et B circulent actuellement et ont été mis en évidence par le laboratoire de référence de la grippe de l'Institut Pasteur d'Algérie».

Rym Nasri

AMAR TAKDJOUT, SG DE LA FÉDÉRATION TEXTILE :

«Nos décideurs seraient-ils autistes ?»

Beaucoup de décisions mais très peu d'application sur le terrain. C'est le reproche fait par le secrétaire général de la Fédération textile et cuir de l'UGTA aux décideurs. Amar Takdjout se demande si ces derniers ne sont pas «autistes».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est un constat sans appel que dresse le secrétaire général de la Fédération textile et cuir en évoquant les réformes économiques. Invité de la rédaction de la Chaîne III, Amar Takdjout a déploré le pléthore de décisions, de conférences et de rencontres entre experts sans pour autant que cela donne à des changements. Pire, dit-il, des décisions sont prises sans jamais faire l'objet d'application. Il existe, dit-il, des lois qui restent de longues années sans texte d'application. Et l'invité de la radio de se demander si les dirigeants algériens n'entendent pas ou ne sont pas tout simplement «autistes». Trop de temps, pense-t-il, a été perdu car la notion de l'acte économique est loin d'être acquise. C'est celle de la rente, déplore-t-il, qui prédomine. «Le drame, c'est qu'on essaye de gagner du temps au lieu de créer de la richesse dans d'autres secteurs», affirme-t-il, ajoutant que «le drame c'est que c'est l'ensemble social, politique et économique qui s'accroche à la rente et c'est fatal pour le futur». Amar Takdjout se demande pourquoi nos voisins ont réussi et pas nous. C'est parce que, dit-il, en Algérie, n'importe quelle décision met beaucoup trop de temps à être concrétisée. C'est le cas pour la restructu-



Il y a 30 années, le secteur arrivait à produire 17 millions de paires de chaussures entre secteur privé et public.

ration du tissu économique et l'assainissement de l'environnement. La preuve ? «Les problèmes sont discutés et rediscutés sans résultats probants. Les choses n'avancent pas.» Inquiet, il appelle à trouver un moyen de sortir de cette situation qui l'inquiète au plus haut point. D'autres secteurs peuvent être explorés, affirme-t-il.

C'est le cas du textile qu'il connaît bien. Il déplore le fait que ce secteur soit mis au placard sous prétexte que les cours du pétrole sont à leur meilleur niveau. Les filières coton et cuir sont en attente de mesures salvatrices depuis de longues années déjà. Le cuir, affirme Takdjout, est une filière d'exportation. La demande est forte à l'international mais en Algérie, dit-il, l'élevage est au stade primaire et

les normes en matière d'abattage posent problème. A titre d'exemple, la Somalie exporte 2 millions d'ovins vers les pays du Golfe alors que l'Algérie importe de la viande. Dans le domaine de la fabrication de chaussures, la situation n'est guère meilleure. Il y a 30 années de cela, le secteur arrivait à produire 17 millions de paires de chaussures entre secteur privé et public. Aujourd'hui, c'est moins d'un million de paires qui sont produites.

Le textile ne se porte pas mieux, avec 25 millions de mètres de fabriqués actuellement contre 150 millions de mètres, il y a quelques années. C'est pourtant dans l'économie primaire que des emplois et des richesses peuvent être créés.

N. I.

L'AFFAIRE DE TRAFIC DE PASSEPORTS REPORTÉE
AU 2 FÉVRIER PROCHAIN

Le fils d'un ex-ministre, un faux haut responsable de l'ANP et un ex-SG de daïra poursuivis

Programmée hier au tribunal correctionnel d'El Harrach, l'affaire de trafic de passeports où sont impliquées près d'une dizaine de personnes, dont le fils d'un ex-ministre des Affaires religieuses, un ex-responsable et un secrétaire général d'une daïra et un «faux» officier supérieur de l'ANP, est reportée au 2 février prochain. La décision a été prise par le président de séance. Très attendu

par l'opinion publique, le procès de l'affaire en question a créé hier une ambiance particulière au niveau du tribunal d'El Harrach. La salle d'audience s'est avérée très exiguë pour contenir la nombreuse assistance venue suivre le procès. Un procès reporté au 2 février prochain sur décision du juge de séance. Le même magistrat qui a rejeté la demande de liberté provisoire introduite par la

défense. Le renvoi du procès fait suite à une demande d'un des avocats constitué tardivement et qui aurait demandé un «peu de temps pour pouvoir mieux étudier le dossier». L'affaire remonte au premier semestre de l'année 2014, lorsque les services de sécurité ont procédé au démantèlement d'un «réseau de trafic de passeports pour hadj». Parmi les personnes poursuivies figure le

fils d'un ex-ministre des Affaires religieuses. Ce dernier, selon l'accusation, serait impliqué, au même titre que le responsable du service Hadj d'une daïra relevant de la wilaya de Chlef, le secrétaire général de la daïra d'Aïn-Mérane. Le réseau s'étend sur plusieurs wilayas, dont la capitale, où le gérant d'une agence de voyage serait également impliqué.

A. Bettache

MOHAMED
EL GHAZI
L'A AFFIRMÉ
À GUELMA :«2015 sera l'année
des recouvrements
des cotisations de
la Sécurité sociale»

Mohamed El Ghazi a effectué une visite marathon à Guelma. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a multiplié les rencontres sur le terrain dans les secteurs de son portefeuille, dans cette wilaya. Dès l'entame de sa visite, lundi matin, Mohamed El Ghazi a procédé notamment à l'inauguration et à l'inspection de divers projets relevant de son département. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a déclaré en début d'après-midi sur les ondes de la Radio locale que «l'année 2015 sera l'année des recouvrements des créances des caisses de Sécurité sociale».

Reconnaissant l'existence d'un déséquilibre grandissant entre les recettes et les dépenses des caisses de la Sécurité sociale, le ministre a annoncé un certain nombre de mesures pour remédier à cette situation.

«Une série de dispositions sera prise durant l'année 2015, pour le recouvrement des cotisations à l'encontre des assujettis réfractaires aux différents régimes de la Sécurité sociale», a-t-il indiqué, ajoutant qu'il s'agit d'une politique qui vise à la préservation des équilibres financiers des différents organismes de la sécurité sociale.

Les responsables locaux ont été instruits, dit-il, de faciliter l'opération de recouvrement en recourant si possible aux échéanciers de paiement des cotisations de retard. Enfin, Mohamed El Ghazi a mis en garde les services concernés contre la non-dénonciation de toutes les infractions en matière de recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale.

Noureddine Guergour